

### ▼ Accès au(x) document(s)

Accéder au(x) document(s) :

 <https://docassas.u-paris2.fr/nuxeo/site/esupversions/f2aafecc-6509-402a-92ae-6abba1a329ff>

 <https://docassascujas.u-paris2.fr/nuxeo/site/esupversions/f2aafecc-6509-402a-92ae-6abba1a329ff> 

Ce document est protégé en vertu du Code de la Propriété Intellectuelle.

Modalités de diffusion de la thèse :

- **Thèse soumise à l'embargo de l'auteur : embargo illimité (communication intranet).**

### ▼ Informations sur les contributeurs

Auteur : [Ritter Benedicte](#)

Date de soutenance : 09-03-2017

Directeur(s) de thèse : [Guglielmi Gilles J.](#)

Etablissement de soutenance : [Paris 2](#)

Ecole doctorale : [Ecole doctorale Georges Vedel Droit public interne, science administrative et science politique \(Paris\)](#)

### ▼ Informations générales

Discipline : Droit public

Classification : Droit

**Mots-clés libres** : Décentralisation administrative, Collectivité territoriale, Groupement de collectivités, Intercommunalité, Coopération locale, Mutualisation, Gestion publique

**Mots-clés** :

- Coopération intercommunale - France
- Collectivités locales -- Droit - France
- Décentralisation administrative -- Droit - France
- Changement organisationnel - France

**Résumé** : La recherche de coopération entre collectivités territoriales est ancienne. Depuis la création de ces institutions décentralisées, ces dernières, encouragées par le législateur, ont largement participé au développement de procédés juridiques coopératifs dont la mutualisation des services fait partie intégrante. Plusieurs procédés juridiques permettant la coopération entre collectivités ont vu le jour au fil des réformes relatives à la décentralisation ; tout d'abord par la création d'intermédiaires permettant d'assurer ces coopérations, puis par la possibilité pour les personnes publiques locales de mettre en oeuvre leurs propres coopérations. Par ailleurs, l'intérêt du droit de l'Union européenne pour les contrats entre personnes publiques s'est porté par ricochet sur les procédés de mutualisation des services, impactant les dispositifs nationaux. Un droit spécifique se développe ainsi autour de la notion doctrinale de mutualisation des services. Pour autant, la grande hétérogénéité des outils juridiques permettant la mutualisation des services et la constante évolution de leurs régimes juridiques rendent difficile un regard ordonné sur ces modes de gestion coopératifs, et sur la nature même de cette notion de mutualisation des services.

### ▼ Informations techniques

Type de contenu : Text

Format : PDF

### ▼ Informations complémentaires

Entrepôt d'origine : 

Identifiant : 2017PA020009

Type de ressource : Thèse